



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 24/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SITA IDF (ex DEXEL) (ex JETT DECHETS)

Lieu dit Les Gravieres
78520 Follainville-Dennemont

Références : -
Code AIOT : 0006503271

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement SITA IDF (ex DEXEL) (ex JETT DECHETS) implanté Lieu dit Les Gravieres 78520 Follainville-Dennemont. L'inspection a été annoncée le 13/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement SITA Ile-de-France implanté Centre d'Enfouissement Technique Route de Guitrancourt 78440 Brueil-en-Vexin. L'inspection a été annoncée le 13/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été diligentée dans le cadre d'une action départementale visant à contrôler les installations de stockage de déchets en suivi post-exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SITA IDF (ex DEXEL) (ex JETT DECHETS)
- Lieu dit Les Graviers 78520 Follainville-Dennemont
- Code AIOT : 0006503271
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de stockage de Follainville-Dennemont a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 19 juillet 1972. Les déchets admis au sein de cette installation étaient de type industriel. L'exploitation de cette décharge, d'une superficie de 2 hectares 11 ares, s'est terminée en juin 1983.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Entretien du site	Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
3	Suivi du réseau de collecte de biogaz	Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
4	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 7 et 9	Demande d'action corrective	2 mois
5	Rapport sur l'état environnemental du site et ses impacts	Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 8	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection du 17/04/2025 que l'exploitant doit notamment:

- s'assurer que les piézomètres du réseau de surveillance des eaux souterraines sont bien repérés et accessibles. L'ouvrage Pz3 n'ayant pu être retrouvé lors de l'inspection, l'exploitant doit approfondir les recherches afin de retrouver cet ouvrage. Le cas échéant, un nouvel ouvrage devra être créé en lieu et place du Pz3;
- actualiser les données relatives à la surveillance des émissions atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 2
Thème(s) : Autre, Accès au site
Prescription contrôlée : Le site est entouré d'une clôture en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres, munie d'un portail fermé à clef en dehors des passages des personnes en charge de la surveillance et de l'entretien du site. Un panneau signalétique, en matériau résistant aux intempéries, est implanté au niveau de l'accès au site. Il comporte les indications, indélébiles, suivantes: "installation classée", nom de l'exploitant et son adresse postale, n° de téléphone à appeler en cas de besoin, mention de l'interdiction d'accès à toute personne non autorisée.
Constats : L'inspecteur constate que : <ul style="list-style-type: none">- que le terrain est accessible via un portail fermé à clé et que l'accès au terrain par d'autres voies est empêché par une clôture, la végétation très dense et les différences de reliefs (pente) ;- des panneaux sont disposés à l'entrée du site indiquant :<ul style="list-style-type: none">• le nom de l'exploitant ;• son adresse postale (19 rue Emile Duclaux à SURESNES (92 268)) ;• le numéro de téléphone d'urgence ;• l'interdiction d'accès à toute personne non autorisée ;• la mention « Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ». L'inspecteur note cependant que l'adresse indiquée ne semble pas à jour, après recherche sur L'Annuaire des Entreprises, et s'interroge de fait sur le numéro de téléphone d'urgence indiqué. L'Inspection des installations classées ne relève pas de non-conformité à la prescription contrôlée. Il est cependant demandé à l'exploitant de modifier l'adresse indiquée sur le panneau si celle-ci n'est plus correcte, ainsi que le numéro de téléphone le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entretien du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 2
Thème(s) : Autre, Entretien du site

Prescription contrôlée :

La société SITA Île-de-France assure l'entretien général du site de façon régulière: entretien de la végétation, débroussaillage en périphérie du site, réparation de la couverture au-dessus des déchets, réparations des clôtures et portail en tant que de besoin.

La société SITA Île-de-France s'assure, au cours de visites régulières, à fréquence au moins semestrielle, du maintien en sécurité de ces équipements, du site dans sa globalité, et de l'absence de tout dépôt sauvage sur le site. En cas de découverte d'un dépôt sauvage, la société SITA Île-de-France prend les dispositions nécessaires pour les faire enlever et éliminer dans une installation adaptée et autorisée.

La société SITA Île-de-France assure l'entretien de la végétation du site et de ses abords, dans un souci d'esthétique et de maintien de son accès, mais également dans le respect des cycles naturels de la faune et de la flore présentes, dans le respect de la protection de la biodiversité.

Constats :

L'inspecteur constate, dans le rapport annuel de suivi post-exploitation d'avril 2025 pour l'année 2024 que :

- l'exploitant indique qu'un fauchage du site et détournement du réseau torchère a été effectué à l'été 2024 et qu'une planche photographique montrant ces travaux est présentée. A noter que le site n'est pas pourvu d'une torchère, mais d'un traitement sur charbon actif ;
- l'annexe 3 du rapport annuel comprend l'ensemble des fiches des visites mensuelles réalisées en 2024 et que ces visites comportent notamment la vérification :

- de l'état du portail, de la chaîne et de son cadenas ;
- de l'état de la clôture ;
- de la présence de signes de visites extérieures (présence de déchets, de feu, passage d'engins) ;
- de l'aspect général de l'entrée ;
- de la propreté générale du site ;
- de l'état des infrastructures ;
- des armoires électriques (fermées et clés rangées) ;
- de l'aspect de la couverture finale (fissures, affaissements...) ;
- de l'absence de mouvement de terres ;
- de l'état de la végétation ;
- de l'état des voiries.

Lors de l'inspection, l'inspecteur constate que :

- le portail et la clôture semblent en bon état ;
- le réseau biogaz et le traitement sur charbon actif sont bien dégagés et facilement accessibles ;
- le piézomètre Pz2 est difficilement accessible, le chemin d'accès étant envahi par la végétation.

À noter que, lors de la dernière inspection du 06/06/2016, le piézomètre Pz2 n'avait pu être retrouvé car il était envahi par la végétation. L'exploitant indique cependant à l'inspecteur que les organismes extérieurs mandatés pour effectuer les prélèvements des piézomètres n'ont jamais indiqué qu'ils avaient rencontré des difficultés pour accéder au piézomètre Pz2.

Rappel de la fiche d'inspection n°4 du rapport d'inspection du 27 juin 2016 faisant suite à l'inspection du 6 juin 2016 : « *L'inspection rappelle à l'exploitant de maintenir un accès aux différents équipements du site (piézomètres, réseau de captage, filtre à charbon actif) en*

entretenant régulièrement au minimum des allées permettant l'accès à ces équipements avant chaque vérification ou prélèvement ».

Non-conformité n°20250417-NC-01 : Le piézomètre Pz2 est difficilement accessible, le chemin d'accès vers celui-ci étant envahi par la végétation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer d'intégrer l'accès aux piézomètres dans son programme de vérification et d'entretien et dégager le chemin d'accès au Pz2 sous un délai de deux mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Suivi du réseau de collecte de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi du réseau de collecte de biogaz

Prescription contrôlée :

Les dispositifs de captage et de traitement du biogaz sont protégés des intrusions pendant toute la durée de leur maintien sur site.

Le réseau de captage du biogaz est réglé en tant que de besoin et le système de ventilation passive maintenu de façon à mettre le massif de déchets en dépression et éviter l'émanation d'odeurs.

Une cartographie des émanations gazeuses au droit du site et à sa périphérie est réalisée à une fréquence annuelle.

Une analyse des rejets du filtre à charbon actif est réalisée à une fréquence annuelle.

Les actions correctives qui découlent de l'interprétation de ces résultats, et qui visent à réduire les émanations gazeuses, sont mises en oeuvre par l'exploitant dans un délai d'un mois suivant la mesure.

Constats :

L'inspecteur constate sur site :

- que le terrain est accessible via un portail fermé à clé et que l'accès au terrain par d'autres voies est empêché par une clôture, la végétation très dense et les différences de reliefs (pente) ;
- que le traitement sur charbon actif est lui-même entouré d'une clôture dédiée comportant un portail fermé à clé ;
- que les dégradations du réseau de biogaz constatées lors de la précédente inspection ont été réparées. L'inspecteur constate en effet qu'une canalisation a été renforcée, et ne relève pas d'odeurs incommodantes.

L'inspecteur constate, à la lecture du rapport annuel d'avril 2025 pour l'année 2024 :

- que celui-ci indique :

- que le réseau de collecte de biogaz est équipé de 5 puits raccordés à un dispositif de filtration installé en 2010 suite au retrait de la mini-torchère non fonctionnelle depuis fin 2009 ;
- qu'en 2015, une mesure des composants du biogaz (CH₄, CO₂, O₂, H₂ et H₂S) réalisée en interne en amont et en aval du filtre à charbon a montré que le biogaz encore émis en très faible quantité n'est plus chargé en gaz produisant des nuisances olfactives (1 ppm d'H₂S avant le filtre et 0 après) ;
- que la cartographie réalisée en fin 2016 montre que le réseau de captage peut être amélioré et que la reprise de la couverture est nécessaire à certains endroits de la carte. Toutefois, le fait que le débit mesuré in situ soit inférieur à 10 m³/h à 17 % de CH₄ ne permet pas d'envisager de changer le filtre passif installé, car les plus petits modèles de torchère sont conçus pour brûler un minimum de 50 Nm³ de biogaz à 50 % de CH₄ ;
- que la cartographie réalisée par Valo-Consult le 21 août 2020, montre que quelques points de mesure situés à proximité du portail d'entrée présentent des concentrations en CH₄ comprises entre 300 et 3 000 ppm;
- qu'en dehors de ces fissures (liées au remaniement de la couverture et à l'installation du PZ1 en 2016), la majorité des points mesurés montrent une concentration en CH₄ < à 50 ppm. L'exploitant rappelle que ces points particuliers atteignaient 5000 voire 10 000 ppm en 2019.

- qu'aucune analyse de biogaz n'est présentée et que la dernière cartographie des émissions présentée date, d'après le texte (l'image n'étant pas légendée) de 2020.

Non-conformité n°20250417-NC-02 : L'exploitant n'a pas actualisé la cartographie des émissions à une fréquence annuelle depuis 2020 et ne semble pas avoir procédé aux analyses des rejets du filtre à charbon actif.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit effectuer une mesure des rejets du filtre à charbon actif et actualiser la cartographie des émanations gazeuses du site sous un délai de trois mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 7 et 9

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Article 7: Suivi des eaux souterraines

La société SITA Île-de-France assure la surveillance de la qualité des eaux souterraines au moyen d'un réseau d'au minimum 3 piézomètres: 1 situé en amont du site et 2 situés en aval. Ces ouvrages sont repérés, protégés et maintenus fermés à clé.

La société SITA Île-de-France transmet à l'Inspection des installations classées sa proposition

relative au positionnement de ces piézomètres dans un délai de six mois suivant la notification du présent arrêté, et fait procéder à la réalisation de ces ouvrages dans un délai d'un mois suivant l'avis de l'Inspection des installations classées.

Si, au cours du temps, un piézomètre est endommagé ou ne permet plus d'assurer la surveillance projetée, la société SITA Île-de-France fait part à l'Inspection des installations classées de ses propositions argumentées concernant les actions de maintenance pouvant être engagées ou les travaux de forage d'un piézomètre de remplacement. SITA Île-de-France procède aux travaux nécessaires suivant l'avis émis par l'Inspection des installations classées.

Les contrôles suivants sont réalisés au droit de l'ensemble du réseau de surveillance, sur prélèvement des eaux souterraines:

Les résultats des analyses sont comparés aux valeurs guides existantes. Le plan d'implantation des piézomètres accompagne les résultats d'analyses. Le sens d'écoulement des eaux est déterminé.

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, SITA Île-de-France en informe sans délai l'Inspection des installations classées et met en place un plan d'actions correctives et une surveillance renforcée. L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par l'Inspection des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.

Article 9: Rapport annuel de suivi post-exploitation:

La société SITA Île-de-France adresse à l'Inspection des installations classées un rapport annuel comprenant l'ensemble des résultats des contrôles et analyses effectués dans le cadre du suivi post-exploitation du site, accompagnés de ses commentaires relatifs à l'évolution des paramètres suivis et aux constatations effectuées lors des contrôles.

Les opérations d'entretien ou de réparation réalisées sur les différents ouvrages du site, ainsi que les opérations d'entretien et de maintien de la végétation, et les faits marquants et éventuels incidents sont également décrits dans le rapport annuel.

[...]

Constats :

L'inspecteur constate :

- que le rapport annuel de suivi post-exploitation d'avril 2025 pour l'année 2024 indique : « *le suivi des eaux souterraines s'effectue à travers un piézomètre aval (PZ2) situé au sud du site, un piézomètre amont (PZ1) et un piézomètre aval extérieur (PZ3). PZ1 et PZ3 ont été finalisés en mai 2016* ». Une cartographie des piézomètres est présentée mais n'explicite pas le sens d'écoulement des eaux souterraines ;

- que le plan topographique du site mis à jour le 20/04/2021 positionne les trois piézomètres et indique :

- les coordonnées X et Y des piézomètres ;
- les coordonnées Z de la dalle béton et du capot.

- que le rapport annuel de suivi post-exploitation d'avril 2025 pour l'année 2024 comporte en annexe 2 :

- deux rapports d'analyses établis par le laboratoire SOCOR pour des prélèvements du 22/05/2024 sur les piézomètres Pz1 et Pz2, ainsi que les fiches d'échantillonnage associées ;
- deux rapports d'analyses établis par le laboratoire SOCOR pour des prélèvements du 25/11/2024 sur les piézomètres Pz1 et Pz2, ainsi que les fiches d'échantillonnage associées ;
- deux fiches d'échantillonnage concernant le piézomètre Pz3 indiquant que celui-ci était inaccessible en raison de travaux ;

Cependant, les résultats d'analyses ne sont pas comparés aux valeurs guides existantes. Par ailleurs, les résultats ne sont pas présentés de manière à pouvoir rapidement observer si la qualité des eaux souterraines s'est dégradée, maintenue ou améliorée au fil des campagnes de surveillance.

L'inspecteur note que le rapport annuel de février 2020 pour l'année 2019 comportait bien des prélèvements et analyses réalisés sur le piézomètre Pz3. En revanche, ce n'était plus le cas dans le rapport annuel pour l'année 2023. Celui-ci ne comportait pas de fiche d'échantillonnage des piézomètres.

L'inspecteur constate par ailleurs que les bulletins d'analyses du rapport annuel pour l'année 2024 comportent les paramètres suivants : pH, potentiel redox, résistivité à 25°C, MES, DCO, indice phénol, Cr VI, cyanures libres, NH4+, chlorures, sulfates, nitrates, nitrites, Al, Cr total, Fe, Mn, Cd, Zn, Cu, Ni, Pb, Sn, Hg, somme des métaux totaux (Al, Cd, Cr, Cu, Fe, Hg, Sn, Mn, Ni, Pb, Zn), BTEX, ETBE, MTBE, COHV. L'inspecteur constate que les HAP n'ont pas été recherchés et que les mêmes paramètres avaient été analysés en 2023 qu'en 2024.

Sur site, l'inspecteur constate :

- que le piézomètre pz1 est en bon état et protégé par un capot fermé par un cadenas ;
- qu'il manque un bouchon sur le piézomètre pz2 et que l'enceinte en béton le protégeant est cassée ;
- que le piézomètre pz3 est introuvable. L'exploitant a montré à l'inspecteur la zone où celui-ci devait se trouver, aujourd'hui construite en zone résidentielle. Le piézomètre serait situé derrière les habitations, en hauteur. La fiche d'échantillonnage du pz3 annexée au rapport annuel de février 2010 pour l'année 2019 mentionnait qu'il était situé à côté d'une grotte et difficile d'accès. Le rapport de l'inspection du 06/06/2016 mentionnait quant à lui un terrain communal.

Non-conformité n°20250417-NC-03 : L'exploitant n'a pas présenté les résultats de la surveillance des eaux souterraines conformément aux dispositions applicables (comparaison aux valeurs guides, sens d'écoulement des eaux souterraines). Par ailleurs, l'inspecteur a constaté que le piézomètre Pz2 n'était pas correctement protégé et que le Pz3 était introuvable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- mettre en conformité son rapport annuel d'avril 2025 pour l'année 2024 avec l'ensemble des dispositions applicables sous un délai de deux mois et respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2015 pour ses prochains rapports annuels ;
- procéder aux réparations nécessaires sur Pz2 sous un délai de trois mois ;
- retrouver, sous un délai de deux mois, à l'aide des informations dont il dispose (coordonnées, indices de positionnement...) le piézomètre Pz3 ou, le cas échéant, réaliser un nouvel ouvrage permettant une surveillance équivalente sous un délai de trois mois. Le positionnement du nouvel ouvrage sera soumis à l'avis de l'Inspection des installations classées sous un délai de deux mois.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Rapport sur l'état environnemental du site et ses impacts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2015, article 8
Thème(s) : Autre, Rapport sur l'état environnemental du site et ses impacts
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SITA Île-de-France fournit au préfet, dans un délai de six mois suivant la notification du présent arrêté, un dossier établissant l'état environnemental du site et ses impacts hors du périmètre d'emprise de la décharge.</p> <p>Ce dossier étudie les risques sanitaires potentiels que le site peut engendrer, et en dégage les mesures nécessaires visant à les supprimer.</p> <p>Ce dossier établit également les éventuelles limitations d'usage qu'il conviendrait de fixer au droit du site et hors du site, compte tenu des impacts sanitaires potentiels.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspecteur constate que le rapport sur l'état environnemental du site et ses impacts n'avait pas été fourni à date de l'inspection du 6 juin 2016. Il était demandé à l'exploitant, dans le rapport faisant suite à cette inspection, de fournir ce rapport sous un délai de trois mois.</p> <p>L'inspecteur n'a pas trouvé trace de ce rapport dans les archives à la disposition de l'Inspection des installations classées concernant le site.</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir connaissance d'un tel rapport.</p> <p>Non-conformité n°20250417-NC-04: L'exploitant n'a pas fourni à Monsieur le préfet des Yvelines le rapport sur l'état environnemental du site et ses impacts prescrit par arrêté préfectoral du 30 juin 2015.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection des installations classées donne un ultime délai à l'exploitant pour lui transmettre le rapport sur l'état environnemental du site et ses impacts. Sans retour de l'exploitant dans ce délai, il pourra être fait application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois